



*Séminaire régional sur le patrimoine industriel*

# PRÉSENCE ET SENS DE L'INDUSTRIE EN CONTEXTE POSTINDUSTRIEL

A R V I D A 24 août 2017



Crédits photos :

**Page couverture**

Barrage et centrale de Shipshaw. Photo George Hunter, *Rio Tinto*

Ancienne salle de cuves d'Arvida (en fonction). *Rio Tinto*

Détail du plan d'Arvida. *Saguenay*

Cheminées des usines d'Arvida. *Collection particulière*

Usines d'Arvida en 2005. *Rio Tinto*

**Page couverture arrière**

Usines d'Arvida en 2005. *Rio Tinto*

**Page 2**

Usine de traitement, salles de cuves et ville d'Arvida vers 1930. *Collection particulière*

Cheminées des usines d'Arvida. *Collection particulière*

**Page 7**

Cheminées des salles de cuves d'Arvida en 1943. *Bibliothèque et Archives Canada*

Ancienne salle de cuves d'Arvida (en fonction). *Rio Tinto*

**Page 18**

Installations industrielles désaffectées et converties en « paysage » dans un ensemble multifonctionnel du complexe de la mine de charbon de Zollverein à Essen (Allemagne), inscrit au patrimoine mondial en 2001. *Luc Noppen*

Ascenseur à bateau du canal du Centre (Belgique). *Lucie K. Morisset*

**Page 19**

Île d'Hashima, composante des sites de la révolution industrielle Meiji au Japon, inscrits au patrimoine mondial en 2015. *Lucie K. Morisset*

Centrale hydroélectrique de Tyssedal (Norvège). *Lucie K. Morisset*

**Page 25**

Usine textile désaffectée de Crespi d'Adda, village ouvrier inscrit au patrimoine mondial en 1995. *Luc Noppen*

Vue aérienne de Shawinigan vers 1930. *Musée McCord d'histoire canadienne*

Conception graphique et montage : Bgraphistes

Impression : Imprimerie R. M. Hébert

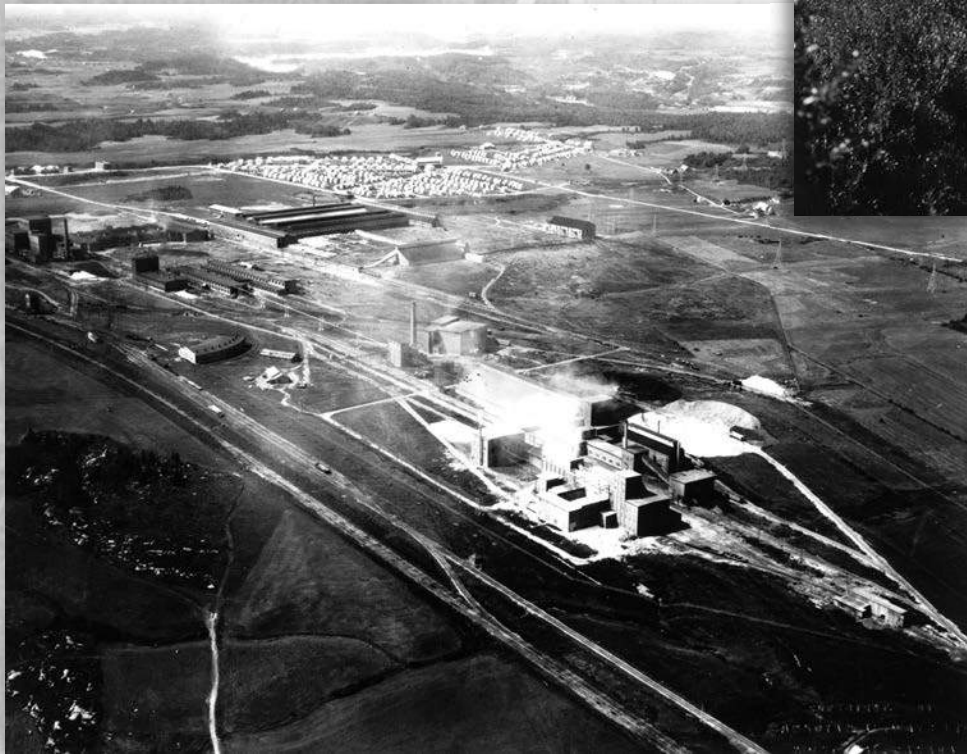
*Séminaire régional sur le patrimoine industriel*

# PRÉSENCE ET SENS DE L'INDUSTRIE EN CONTEXTE POSTINDUSTRIEL

ARVIDA 24 août 2017

Salle Orphée  
1910, rue du Centre, Arvida (Saguenay)





# La Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain

Créée en juin 2001 au sein de l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal, la CRC en patrimoine urbain s'inscrit dans le Programme des chaires de recherche du Canada, stratégie nationale mise en place l'année précédente par le gouvernement canadien afin de soutenir l'excellence en matière de recherche et de développement. L'UQAM a recruté son premier titulaire, le professeur Luc Noppen, à l'Université Laval, où il œuvrait, depuis 1972, en histoire de l'architecture et en patrimoine.

En 2015, Lucie K. Morisset, professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'École des sciences de la gestion depuis 1996, a été nommée titulaire de la CRC en patrimoine urbain pour un mandat de sept ans, renouvelable. La programmation 2015-2022 de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain, « Les territoires du patrimoine. Du monument au cadre de vie », cible particulièrement les problématiques du développement local et des communautés patrimoniales.

Plus généralement, le programme de la Chaire aborde les processus et les mécanismes qui concourent à la fabrication du patrimoine et à son imbrication dans des identités collectives. La Chaire aspire aussi à contribuer au renouvellement des théories et des pratiques du patrimoine, à partir d'une compréhension différenciée des conceptions qui les soutiennent dans divers contextes postindustriels et postcoloniaux.

Utopia de notre siècle, le patrimoine nous rend l'image de la ville que nous aspirons à construire : ce que nous voulons garder de ce que nous sommes pour être encore demain. C'est ce patrimoine, projet de société, que la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain entend déchiffrer, actualiser et contribuer à concevoir, en conciliant le patrimoine et sa gestion, que ce soit sous l'angle de la planification urbaine, du tourisme ou de l'histoire. La Chaire mise ainsi sur l'intégration transdisciplinaire et verticale de la recherche, par l'entremise de nombreux partenariats avec le milieu et d'un soutien actif aux jeunes chercheurs et aux futurs praticiens et penseurs de la ville.

*Séminaire régional sur le patrimoine industriel*

# PRÉSENCE ET SENS DE L'INDUSTRIE EN CONTEXTE POSTINDUSTRIEL

On n'imagine pas le Vieux-Québec sans ses murs.

L'usine est à la cité industrielle ce que les remparts sont à la ville fortifiée, ou ce que la cathédrale est à l'urbanité. Depuis les villages ouvriers qui ont parsemé la planète aux «villes de compagnie» qui ont conquis le territoire et l'imaginaire du Canada, les infrastructures industrielles sont profondément intriquées dans l'image et l'expérience des établissements humains. Leurs silhouettes, leur ronronnement encore parfois, les paysages qu'elles jalonnent portent le sens et la différence des quartiers et des villes dont elles ont justifié la création. Leur fermeture, leur modernisation et simplement leur héritage soulèvent des enjeux patrimoniaux qui interpellent nos savoir-faire en matière de conservation architecturale, de patrimoine monumental, et même de requalification urbaine. Au cœur d'une région forgée par l'industrie et particulièrement symbolique, à cet effet, dans l'histoire québécoise et canadienne, ce séminaire porte sur l'interrelation entre la mémoire de l'industrie et la cité industrielle, aujourd'hui.

Si la conservation et la valorisation du patrimoine industriel regroupent depuis de nombreuses années des experts des quatre coins de la planète, les changements sociaux, les transformations plus récentes de l'industrie et les nouvelles approches et dispositions législatives en matière de conservation patrimoniale replacent en effet l'héritage de l'industrie au centre de l'actualité. Quel est le devenir urbain du patrimoine industriel?

Notre époque voit maintenant s'évanouir progressivement l'histoire de la deuxième révolution industrielle, amorcée au tournant du XX<sup>e</sup> siècle et marquée par son empreinte multiforme et diffuse sur le territoire, de hangars inhospitaliers aux cheminées fumantes, de maisons ouvrières, ici de barrages et de centrales, là de puits. Ici, l'héritage n'est plus seulement un fait de préservation de murs ou de machines : c'est un problème de corrélation formelle et signifiante avec l'établissement humain qui en est tributaire, lui-même bouleversé par de profondes mutations. Comment retisser et densifier les liens entre mémoire de l'industrie et la cité industrielle?

La reconnaissance et la conservation du patrimoine d'Arvida, qui ont ces dernières années entraîné un vaste mouvement populaire et scientifique et suscité plusieurs innovations de la recherche et de l'intervention en patrimoine, témoignent à bien des égards des nouveaux enjeux



du patrimoine industriel. L'ancienne ville de compagnie aluminère, utopie socio-industrielle construite dans le deuxième quart du XX<sup>e</sup> siècle, a connu une véritable renaissance avec le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Affligée, un temps, par la décroissance des emplois industriels et en proie à une crise identitaire, Arvida renoue avec son destin historique sous une formule qui se vérifie quotidiennement : « Un patrimoine de classe mondiale ». En quelques années, sur l'arrière-plan d'une stratégie de conservation et de valorisation dynamique et innovatrice, la « cité de l'aluminium » a vu son territoire protégé et reconnu par de nombreuses interventions de la municipalité et de ses partenaires, dont le ministère de la Culture et des Communications et Rio Tinto : la désignation du lieu historique national du Canada d'Arvida et la déclaration du site patrimonial d'Arvida par le gouvernement du Québec en sont deux marques visibles dans le contexte du dépôt de la candidature d'Arvida à la liste indicative du patrimoine mondial au Canada, dont le résultat sera connu en décembre 2017, ces jalons donnent aujourd'hui l'occasion de discuter des enjeux du patrimoine industriel (celui qu'on connaît et celui qui est à venir) dans nos sociétés et dans nos paysages urbains contemporains.

Arvida est à la fois une cité historique, une industrie et un milieu de vie. Chacune de ces dimensions comporte sa part de défis et interpelle d'une manière spécifique les pratiques, les méthodes et les politiques dans le domaine du patrimoine. La conciliation de ces dimensions peut aussi soulever plusieurs questions : l'expérience d'Arvida a tout particulièrement permis, ces dernières années, de réfléchir à la conservation du patrimoine industriel sous l'angle de l'appropriation, voire de la participation sociale au patrimoine. Les maisons et le paysage résidentiel d'Arvida constituent d'ailleurs une particularité dans le corpus industriel, dont ces éléments, caractéristiques des « villes de compagnie », témoignent de l'évolution. Mais le fondement de la cité industrielle n'en reste pas moins l'usine, ou dans tous les cas, et c'est là un problème caractéristique de cet héritage, les manifestations diverses et éparpillées de la production industrialisée : épicerie de l'aluminium au milieu du siècle dernier, Arvida comporte en effet pas moins de deux usines, d'extraction et d'électrolyse, dont les quatre premières salles de cuves des années 1920 et une bonne part de celles qui ont jalonné l'épopée fantastique de la Seconde Guerre, enchaînées à trois centrales hydroélectriques historiques (pour ne mentionner que celles qui sont directement reliées à son destin) qui ont fait les couvertures des revues de génie et d'architecture, ainsi qu'un pont routier d'aluminium, d'ailleurs reconnu au titre de monument national du génie civil ; les techniques de fabrication de la « ville construite en 135 jours » elles-mêmes participent de l'héritage de cette industrialisation.

Si Arvida et les villes de compagnie permettent ainsi de repenser les théories, les pratiques et les politiques du patrimoine industriel, ces villes de compagnie interpellent aussi de façon différente l'héritage de l'industrie comme il était connu au XX<sup>e</sup> siècle. La gloire solitaire des « châteaux de l'industrie » a peu d'écho dans l'héritage des industries qui ont aussi bâti des villages et des villes, dont les souvenirs vivants s'embrument de surcroît, surtout après les fermetures, de réminiscences

de conflits de travail ou de la réputation sanitaire ou écologique néfaste de tel ou tel processus ou produit. Les infrastructures industrielles démultipliées qui constituent le cœur et la fondation identitaire de tels ensembles soulèvent ainsi plusieurs enjeux, dès lors que la production cède la place à d'éventuelles interrelations entre l'héritage de l'industrie et la population qui l'habite, le fréquente ou l'entoure. Comment préserver la présence de l'usine dans un milieu de vie, y compris advenant l'arrêt de son activité industrielle? Comment intégrer la valorisation de telles infrastructures industrielles et de celles qui ont jalonné la production industrielle et celle du patrimoine plus «soft» constitué de parcs, de rues commerciales ou de maisons? Tandis que la figure des usines reste familière pour les travailleurs et les habitants de la ville de compagnie, elle ne l'est pas, ou si peu, pour la personne postindustrielle, nouveau résident ou touriste : comment en transmettre la présence, historique ou réelle, et la signification?

Bref, comment l'aménagement matériel et paysager, l'usage et la requalification ou encore les politiques, les plans de développement, la muséographie ou toute autre approche peuvent-ils constituer et densifier une interface entre des infrastructures industrielles patrimoniales et leur environnement physique, économique, social et humain?

Tenu à Arvida, dont la cité historique, l'industrie et le milieu de vie serviront de toile de fond à ses discussions, ce séminaire régional sur le patrimoine industriel veut mettre en perspective les enjeux régionaux et les expériences mondiales en matière de valorisation du patrimoine industriel, tout particulièrement sous l'angle de la présence urbaine, de l'appropriation sociale et des moyens économiques, ethnographiques, politiques, architecturaux, paysagers, communautaires ou touristiques qui permettent d'y parvenir. Des personnalités scientifiques de calibre international, des chercheurs, des intervenants et des représentants d'entreprises et de gouvernements du Québec et d'autres régions du monde y partageront leurs savoirs et leurs expériences afin de dégager des pistes de solutions aux problèmes vécus à l'échelle locale.

Fantômes ou zombies : quelles seront les formes de notre héritage industriel? Peut-on, à l'horizon 2020, rendre les usines aimables?

**Lucie K. Morisset**

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain

**Luc Noppen**

Responsable des partenariats, Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain





# Programme

## Jeudi 24 août 2017

- 7h45      Accueil des participants
- 8h00      Mot de bienvenue et présentation de la journée  
Lucie K. Morisset, professeure titulaire, UQAM
- 8h30      Le patrimoine industriel et les projets de régénération urbaine : les tendances en Europe et les pratiques italiennes de revitalisation des villes industrielles  
Massimo Preite, Dipartimento di Urbanistica, Università di Firenze, Italia
- 9h30      Un legs industriel à conserver et à découvrir : celui désigné et administré par Parcs Canada  
Alain Gelly, historien, Parcs Canada
- 10h00     Pause
- 10h30     Les enjeux de la reconversion du patrimoine industriel en France : entre mémoire et requalification territoriale  
Marina Gasnier, maître de conférences HDR, Université Bourgogne Franche-Comté
- 11h30     La mise en valeur d'un lieu patrimonial industriel au service de la collectivité : l'expérience de la cité de l'énergie  
Mario Lachance, responsable de l'animation, Cité de l'énergie
- 12h00     Les villes de compagnies du Saguenay–Lac-Saint-Jean : hier et aujourd'hui  
Dany Côté, historien
- 12h30     Lunch (sur place)



- 13h30 Le plan de conservation de l'ancienne aluminerie, un outil pour assurer la pérennité des valeurs patrimoniales  
Sylvain Lizotte, conseiller en patrimoine, ministère de la Culture et des Communications
- 14h00 Patrimoine et tourisme industriel au Québec : une route à tracer  
Michèle Bélanger, membre du conseil d'administration, Association québécoise pour le patrimoine industriel  
Alain Gelly, historien, Parcs Canada
- 15h00 Pause
- 15h30 Conserver? Paysage et mémoire des usines au Saguenay et au Lac-Saint-Jean : comment préserver la présence ?  
Guillaume Gagnon, directeur général, Centre d'histoire Sir-William-Price / Centre d'histoire d'Arvida  
Gaston Gagnon, ministère de la Culture et des Communications, Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
Roger Lavoie, architecte et urbaniste, Ville de Saguenay  
Sylvain Lizotte, conseiller en patrimoine, ministère de la Culture et des Communications
- 16h15 De la culture au tourisme. Présenter, valoriser et transmettre le patrimoine industriel au Saguenay et au Lac-Saint-Jean  
Gaston Gagnon, ministère de la Culture et des Communications, Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean  
Michèle Bélanger, membre du conseil d'administration, Association québécoise pour le patrimoine industriel  
Anne-Julie Néron, directrice générale, Odysée des bâtisseurs  
Massimo Preite, Dipartimento di Urbanistica, Università di Firenze, Italia
- 17h00 Visite : Villes de compagnies du Saguenay-Lac-Saint-Jean (inscription obligatoire)  
Dany Côté, historien
- 18h30 Verre de l'amitié

# Le patrimoine industriel et les projets de régénération urbaine : les tendances en Europe et les pratiques italiennes de revitalisation des villes industrielles

8h30

La régénération urbaine est un phénomène assez récent qui se produit autour de la fin des années 1980, au moment où les vestiges de l'industrie commencent à recevoir une nouvelle reconnaissance patrimoniale. Les programmes de régénération de la ville industrielle demandent de nouvelles approches de la conservation et de nouveaux modèles de gouvernance. L'analyse des expériences européennes les plus célèbres révèle une innovation radicale des pratiques de l'urbanisme et des formes de partenariat entre différents acteurs de transformation. L'expérience italienne présente quant à elle une double originalité : d'une part, le patrimoine industriel ne jouit pas d'une protection similaire à celles que prévoient les régimes mis en place dans d'autres pays ; d'autre part, en l'absence d'un cadre normatif national de protection, les plans de conservation des villes industrielles renouvellent une des pratiques parmi les plus connues de l'urbanisme en Italie : les plans de protection des centres historiques. Quelques exemples de régénération d'anciennes villes industrielles italiennes, entrepris dans ces premières décennies du nouveau millénaire, seront présentés.



*Massimo Preite, Dipartimento di Urbanistica, Università di Firenze, Italia*

*Massimo Preite, membre du conseil d'administration du Comité International pour la Conservation du Patrimoine Industriel (TICCIH) et membre du conseil d'administration de la Route Européenne du Patrimoine Industriel (ERIH), est professeur d'urbanisme à l'Université de Florence et professeur de patrimoine industriel et de paysage au master Erasmus Mundus Techniques, Patrimoines, Territoires de l'Industrie : Histoire, Valorisation, Didactique (TPTI) auprès des universités d'Evora, Paris et Padoue.*

*Il a dirigé plusieurs projets de recherche sur la conservation et la reconversion du patrimoine industriel. Il est l'auteur de nombreuses publications, dont Da Miniera a Museo, il recupero dei siti minerari dismessi in Europa (2000), Paesaggi industriali del Novecento (2006), Masterplan, la valorizzazione del paesaggio minerario (2009) et Towards an European Heritage of Industry (2014).*

*Il a élaboré plusieurs projets pour le réaménagement du patrimoine minier et industriel dont : le Plan directeur du Parc national technologique et archéologique de Colline Metallifera, l'Étude de faisabilité pour le Musée du Fer et de l'Acier à Piombino et les plans de faisabilité économique et de gestion pour d'autres parcs miniers italiens. Il a collaboré, en tant que conseiller expert, aux candidatures au patrimoine mondial de l'UNESCO du Bassin Minier Nord-Pas de Calais, en France, et Tomioka Silk Mill, au Japon.*

*Il a coordonné les projets pilotes pour la valorisation du patrimoine culturel des villes de Herat (Afghanistan) et Mandalay (Myanmar) dans le cadre des plans stratégiques élaborés par le Département de Géographie de l'Université de Florence, en collaboration avec le Département pour la Coopération du Ministère italien des Affaires Étrangères.*

# Un legs industriel à conserver et à découvrir : celui désigné et administré par Parcs Canada

9h30

Dans un pays ayant un passé manufacturier aussi florissant que le Canada, la désindustrialisation et le tarissement des gisements miniers y ont multiplié les friches industrielles et les mines abandonnées. Comme plusieurs autres pays, l'État canadien a identifié des témoins majeurs de ce legs industriel et les a désignés au sein d'un réseau national. Dans cet ensemble composite, où l'objet patrimonial unique côtoie l'exemple représentatif de telle ou telle industrie, la question de la pérennité de ce patrimoine bâti et intangible se pose. Cette communication vise à présenter comment l'Agence Parcs Canada sauvegarde et met en valeur les lieux dédiés au patrimoine industriel canadien qu'elle administre. Plus qu'un état des lieux, cette communication s'interrogera également sur les enjeux de conservation et de mise en valeur de ces trésors patrimoniaux, et les défis qui leur sont associés. Les exemples concrets du Lieu historique national (LHN) des Forges du Saint-Maurice, le plus ancien site industriel du Canada, et du LHN du canal de Lachine, lieu de commémoration de l'industrie manufacturière au Canada, serviront de point d'orgue à cet argumentaire.

*Alain Gelly, historien, Parcs Canada*

*Alain Gelly (Ph. D) est historien aux Services historiques de Parcs Canada. Après avoir longtemps œuvré en histoire appliquée, où il a réalisé des publications touchant l'histoire urbaine, scientifique et patrimoniale, il a amorcé sa carrière à Parcs Canada en 1995. Au sein de cette Agence, il y a développé une solide expertise en patrimoine industriel et culturel tout en produisant des rapports touchant l'histoire économique, militaire, scientifique et sociale. Ses nombreux écrits, communications et expositions témoignent de la diversité de ses champs d'intérêt et d'expertise.*



# Les enjeux de la reconversion du patrimoine industriel en France : entre mémoire et requalification territoriale

10h30

Si la reconversion du patrimoine industriel en France n'est plus un acte isolé, elle ne cesse aujourd'hui de questionner et susciter le débat. Parmi la diversité des usages liés à la reconversion de cet héritage, il en est un qui fait encore piètre figure au regard de l'ensemble du parc patrimonial réhabilité : il s'agit de l'usage économique – dans le sens d'une production de biens et/ou de services dans les secteurs secondaires et tertiaires. Depuis la décennie des années 1980 à 1990, les opérations de réhabilitation se sont multipliées et leurs usages diversifiés. Ces nouvelles affectations, intégrées dans des stratégies d'aménagement du territoire, apparaissent comme des vecteurs de mutation d'un paysage industriel hérité de longue date. En réponse à des stratégies globales de dynamisation territoriale, ces nouvelles fonctions font le plus souvent appel à la culture ou à la mixité des programmes (logements, équipements, commerces, bureaux, etc.) et rares sont les opérations de grande emprise spatiale dont le levier est exclusivement économique. C'est pourquoi, il semble particulièrement pertinent d'aborder la question de la reconversion des sites industriels sous l'angle de cette double préoccupation patrimoniale et économique. En outre, interroger la notion d'usage est une façon de réfléchir à ce qui « fait patrimoine », à la trace mémorielle, au sens, au rapport entre passé et modernité, à la valeur de l'objet patrimonial, laquelle reste inexorablement liée à la relation émotionnelle que l'homme lui porte, variable dans le temps et les sociétés. La présentation de plusieurs cas d'études sera un moyen de mettre en exergue la notion de « patrimoine vivant », c'est à dire des objets historiques qui se soumettent difficilement à la cristallisation et de montrer que ces opérations de reconversion du patrimoine industriel peuvent apparaître comme une véritable force pour les territoires.

*Marina Gasnier, maîtresse de conférences HDR, Université Bourgogne Franche-Comté*  
*Depuis 2005, Marina Gasnier est maîtresse de conférences à l'Université de technologie Belfort-Montbéliard. Membre du département des Humanités, elle exerce ses recherches au sein de l'équipe pluridisciplinaire RECITS relevant de l'Institut FEMTO-ST (UMR 6174). Depuis 2007, elle siège à la 72<sup>e</sup> section du Conseil National des Universités en épistémologie et histoire des sciences et des techniques. En collaboration avec la Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture, elle a travaillé de 2007 à 2011 sur les politiques publiques menées par l'Inventaire général dans le domaine du patrimoine industriel, scientifique et technique depuis les années 1980. Désireuse d'enrichir cette macro histoire institutionnelle par le versant de la micro histoire territoriale, elle s'est consacrée, à partir de 2012, à l'étude des processus de reconversion du patrimoine industriel au plus près des acteurs de terrain et au rôle accordé à celui-ci dans les politiques urbaines, ainsi qu'à celui qu'il pourrait tenir dans le contexte de la transition écologique. À l'issue de ces travaux présentés dans le cadre d'une habilitation à diriger des recherches soutenue en 2015 à Paris I Panthéon-Sorbonne, elle est aujourd'hui engagée dans une réflexion interdisciplinaire mêlant les sciences pour l'ingénieur et les sciences humaines et sociales. L'objectif poursuivi vise à approfondir la connaissance des matériaux anciens dans la perspective du réemploi du bâti existant et, ainsi, apporter des éléments de réponse à la double problématique de la préservation du patrimoine industriel au titre de support historique, et de sa contribution effective à la grande course environnementale.*



# Les villes de compagnies du Saguenay– Lac-Saint-Jean : hier et aujourd’hui

12h00

On peut dire sans hésiter que le Saguenay–Lac-Saint-Jean est la capitale québécoise, sinon canadienne, des villes de compagnies. En effet, la région en abrite onze. Ce sujet, de plus en plus d’actualité, passionne l’historien Dany Côté depuis plus de 25 ans. Au cours de cette conférence, l’auteur présentera plusieurs photos anciennes et actuelles relatant la vie particulière de ces entités urbaines, et surtout, leur « état de santé » actuel.

## *Dany Côté, historien*

*Originaire de L’Ascension, au Lac-Saint-Jean, Dany Côté entreprend des études en Sciences de l’administration à l’Université du Québec à Chicoutimi. Puis, un voyage en Europe lui permet de trouver sa véritable voie : l’histoire. Travaillant comme pigiste, Dany Côté commence une maîtrise en Études régionales portant sur les villes érigées par les grandes compagnies au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Il publie son mémoire de maîtrise en 1994. Onze autres parutions suivront, ainsi que plusieurs articles et chroniques dans la revue Saguenayensia. Ses ouvrages lui vaudront plusieurs prix. Depuis plusieurs années, il s’intéresse à l’histoire de l’industrie, notamment l’aluminium et la forêt.*

# Le plan de conservation de l'ancienne aluminerie, un outil pour assurer la pérennité des valeurs patrimoniales

## 13h30

L'ancienne aluminerie de Shawinigan est un ensemble industriel électrométallurgique aménagé à partir de 1899. Le site comprend aujourd'hui douze bâtiments érigés entre 1900 et 1927. Ces bâtiments abritaient notamment des salles de cuves, une fonderie, un atelier de tréfilerie et de câblerie, des laboratoires, des ateliers de broyage du coke, un espace d'expédition, des bureaux administratifs et des annexes reliant les différentes parties entre elles. L'aménagement de l'aluminerie marque l'avènement de l'électrométallurgie au Canada, ce qui en fait un site unique au Québec et au Canada. Il s'agit aussi de l'amarce de l'effervescence industrielle que connaît Shawinigan au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'ancienne aluminerie de Shawinigan est classée immeuble patrimonial le 23 mai 2013. Il s'agit d'un des rares ensembles industriels classés et mis en valeur au Québec.

En vertu des dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel, le ministre de la Culture et des Communications doit établir un plan de conservation pour chaque immeuble patrimonial classé après l'entrée en vigueur de la Loi (19 octobre 2012). Le plan de conservation présente un survol des connaissances acquises sur l'ancienne aluminerie de Shawinigan et énonce les orientations du ministre en vue de la préservation, de la réhabilitation et, le cas échéant, de la mise en valeur de cet immeuble en fonction de sa valeur patrimoniale et de ses éléments caractéristiques. Le plan de conservation de l'ancienne aluminerie de Shawinigan est le premier établi pour un immeuble patrimonial classé au Québec.

La communication propose d'abord de présenter brièvement ce complexe unique et de le situer par rapport à la dizaine d'autres ensembles industriels classés. Elle abordera ensuite les concepts sous-jacents au modèle de plan de conservation proposé par le Ministère.



Elle présentera enfin comment s'appliquent ces concepts dans le cas précis de l'ancienne aluminerie de Shawinigan. En guise de conclusion, la communication soulignera comment la réalisation des plans de conservation intègre de plus en plus des démarches de concertation (rencontres, consultations préliminaires, consultations publiques) auprès des différentes parties prenantes en vue d'améliorer la protection du patrimoine québécois. Ces démarches visent à briser les barrières traditionnelles entre les parties prenantes en les faisant travailler ensemble dans le respect de leurs objectifs respectifs.

*Sylvain Lizotte, conseiller en patrimoine, ministère de la Culture et des Communications*  
*Sylvain Lizotte est historien de l'architecture et conseiller en patrimoine culturel au ministère de la Culture et des Communications du Québec depuis 2004. Il est principalement responsable de la réalisation des plans de conservation des sites patrimoniaux déclarés ainsi que des immeubles et sites patrimoniaux classés. À ce jour, huit plans de conservation ont été publiés sous la direction de M. Lizotte. Il est aussi responsable des inventaires du patrimoine culturel au Ministère ainsi que d'étudier les demandes de transferts de responsabilité faites en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel. Depuis 2006, M. Lizotte est membre du comité analysant les propositions d'attribution de statut présentées au ministre. Il a fait plusieurs communications portant sur la protection du patrimoine culturel sur diverses tribunes.*

# Patrimoine et tourisme industriel au Québec : une route à tracer

14h00

Ayant gagné en reconnaissance depuis les dernières décennies, le patrimoine industriel est de nos jours un objet qui attire de plus en plus l'attention de l'industrie du tourisme. En France, 20 millions de touristes visitent chaque année un total de 1400 entreprises, musées du patrimoine industriel ou sites industriels (Bianchini, 2008), tandis qu'en Grande-Bretagne le tourisme lié au patrimoine industriel génère des recettes de 2,5 milliards d'euros (Heritage Lottery Fund et VisitBritain, 2010). Cette récente popularité pour un patrimoine auparavant malaimé motive le développement de routes et de réseaux touristiques permettant la mise en valeur de sites industriels anciens et en fonction. Surtout présent en Europe, ce type de routes et de réseaux demeure encore à être développé au Québec, quoique plusieurs municipalités et régions mettent déjà en valeur leur passé industriel afin d'attirer les visiteurs et les touristes. Consciente du potentiel que portent ces routes et réseaux en matière de diffusion, d'interprétation et de mise en valeur d'un patrimoine plutôt méconnu au Québec, l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI) a présentement comme projet de développer de nouveaux parcours culturels et d'initier la mise en place de nouvelles expériences de découverte du patrimoine industriel.

Bien que ce projet en soit à ces premiers balbutiements, la route à tracer semble prometteuse. Mais avant de suivre au fil de cette communication, cette route, un bref survol du patrimoine industriel au Québec s'impose. Une fois ce survol présenté par Alain Gelly, Michelle Bélanger traitera de la question du tourisme industriel dans la province.



*Michèle Bélanger, membre du conseil d'administration, Association québécoise pour le patrimoine industriel*

*Candidate au doctorat en sciences géographiques à l'Université Laval, Michelle Bélanger poursuit actuellement des recherches sur le développement d'une nouvelle sensibilité paysagère envers les territoires miniers. Diplômée d'une maîtrise en histoire de l'art, elle a documenté dans son mémoire les diverses pratiques culturelles et sociales se déployant autour des vestiges industriels montréalais. Elle enseigne présentement au département de géographie de l'Université Laval et fait partie du conseil d'administration de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI).*

*Alain Gelly, historien, Parcs Canada*

*Alain Gelly (Ph. D) est historien aux Services historiques de Parcs Canada. Après avoir longtemps œuvré en histoire appliquée, où il a réalisé des publications touchant l'histoire urbaine, scientifique et patrimoniale, il a amorcé sa carrière à Parcs Canada en 1995. Au sein de cette Agence, il y a développé une solide expertise en patrimoine industriel et culturel tout en produisant des rapports touchant l'histoire économique, militaire, scientifique et sociale. Ses nombreux écrits, communications et expositions témoignent de la diversité de ses champs d'intérêt et d'expertise.*





# Conserver? Paysage et mémoire des usines au Saguenay et au Lac-Saint-Jean : comment préserver la présence?

*Table ronde*

15h30

Si les usines et les infrastructures industrielles constituent une part non négligeable de l'héritage et du paysage historique du Saguenay-Lac-Saint-Jean, la préservation de leur présence dans un contexte postindustriel n'est pas sans poser problème. Aux quatre coins du monde, des dizaines de cheminées d'usines qui ont maintenu la mémoire rappellent aujourd'hui au trésor public leur présence et les onéreuses conditions de leur présence urbaine. La réutilisation des grandes nefs industrielles, souvent démesurées dans un cadre urbain et en fonction des modalités contemporaines d'occupation et de développement du territoire n'est pas non plus de toute simplicité. Qu'il s'agisse des moyens économiques ou des principes fonctionnels de conversion de l'activité industrielle à l'activité mémorielle, l'appropriation et l'acceptabilité sociales restent aussi des enjeux de premier plan. Comment préserver des paysages industriels, voire des structures inutilisées, dans des paramètres économiques acceptables? Comment l'usage d'immeubles souvent lourdement contaminés peut-il enrichir les dynamiques culturelles d'un territoire?

Cette table ronde veut mettre de l'avant quelques exemples précis de conservation et de requalification, présentés brièvement, pour discuter de ces enjeux tels qu'ils se posent dans la région d'accueil du séminaire.

*Guillaume Gagnon, directeur général, Centre d'histoire Sir-William-Price / Centre d'histoire Arvida*

*Diplômé en histoire, Guillaume Gagnon travaille au Centre d'histoire Sir-William-Price depuis 2012. Il a d'abord été guide-interprète puis agent d'interprétation et a participé à la conception de l'exposition permanente extérieure Du culte à l'histoire. Chargé de projet à partir de 2015, Guillaume Gagnon assure présentement la direction du Centre.*



*Gaston Gagnon, ministre de la Culture et des Communications, Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean*

*Gaston Gagnon est conseiller en patrimoine et en muséologie au ministère de la Culture et des Communications du Québec, direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, depuis 1989, et chargé de cours au département des sciences humaines et sociales de l'Université du Québec à Chicoutimi. Il détient une maîtrise en histoire et une maîtrise en muséologie de l'UQAM et il est l'auteur de plusieurs publications. Parmi elles, signalons Au Royaume du Saguenay et du Lac-Saint-Jean, une histoire à part entière, des origines à nos jours, Québec, Éditions Gid, 2013 (Prix littéraire Intérêt général, Salon du livre du Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2014), et les notices biographiques de Peter McLeod Jr., Joseph-Dominique Guay et M<sup>re</sup> Michel-Thomas Labrecque parues dans le Dictionnaire biographique du Canada. Ses travaux de recherche et ses champs d'intérêt portent sur la microhistoire et le patrimoine, en particulier l'histoire culturelle et l'histoire sociale de l'industrie au Saguenay–Lac-Saint-Jean.*

*Roger Lavoie, architecte et urbaniste, Ville de Saguenay*

*Roger Lavoie est architecte et urbaniste. Il a travaillé en pratique privée pour les firmes Leblond et Tremblay architectes, Thomas Robert Reiner architecte et André Hoffmann urbaniste. Dans le domaine public, il a travaillé pour les Villes de Montréal, Saint-Hyacinthe et Jonquière, fusionnée en 2002 pour constituer Saguenay. Il est aujourd'hui responsable du patrimoine architectural pour la Ville de Saguenay. Sa pratique porte plus particulièrement sur l'encadrement des interventions architecturales dans les secteurs patrimoniaux. Son approche privilégie l'accompagnement des citoyens dans leurs projets de rénovation. À cet égard, il a participé à la mise sur pied d'un programme d'aide-conseil à la rénovation patrimoniale offert gratuitement à la population et à de nombreux programmes d'aide financière à la rénovation ou à la restauration des bâtiments patrimoniaux.*

*Sylvain Lizotte, conseiller en patrimoine, ministère de la Culture et des Communications*

*Sylvain Lizotte est historien de l'architecture et conseiller en patrimoine culturel au ministère de la Culture et des Communications du Québec depuis 2004. Il est principalement responsable de la réalisation des plans de conservation des sites patrimoniaux déclarés ainsi que des immeubles et sites patrimoniaux classés. À ce jour, huit plans de conservation ont été publiés sous la direction de M. Lizotte. Il est aussi responsable des inventaires du patrimoine culturel au Ministère ainsi que d'étudier les demandes de transferts de responsabilité faites en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel. Depuis 2006, M. Lizotte est membre du comité analysant les propositions d'attribution de statut présentées au ministre. Il a fait plusieurs communications portant sur la protection du patrimoine culturel sur diverses tribunes.*

# De la culture au tourisme. Présenter, valoriser et transmettre le patrimoine industriel au Saguenay et au Lac-Saint-Jean

*Table ronde*

**16h15**

Depuis l'apparition du patrimoine industriel, dans la foulée des premières grandes désaffectations survenues au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs initiatives ont vu le jour afin de favoriser la valorisation de l'héritage ainsi constitué, que ce soit par la fréquentation touristique, par l'éducation populaire ou, plus récemment, par l'entremise de structures participatives (collectes de mémoire, etc.) destinées à soutenir l'appropriation sociale. D'Ironbridge aux Routes européennes du patrimoine, en passant par le paysage culturel du Bassin minier français, de telles initiatives ont souvent été séminales dans la conservation à long terme des infrastructures industrielles en cause et dans l'acceptabilité sociale de leur conservation. Dans un monde bombardé d'informations et quadrillé d'attractions touristiques ou culturelles de toutes espèces, quels sont les moyens les plus susceptibles de faire valoir l'héritage industriel d'une région ou d'un territoire dans le monde d'aujourd'hui? Quels sont les avantages et les inconvénients des principales initiatives en cause?

À partir d'exemples nationaux et internationaux brièvement présentés, cette table ronde veut porter un regard critique sur les possibilités de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean en matière de mise en valeur culturelle, touristique et sociale du patrimoine industriel.

*Gaston Gagnon, ministère de la Culture et des Communications, Direction régionale du Saguenay–Lac-Saint-Jean*

*Gaston Gagnon est conseiller en patrimoine et en muséologie au ministère de la Culture et des Communications du Québec, direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, depuis 1989, et chargé de cours au département des sciences humaines et sociales de l'Université du Québec à Chicoutimi. Il détient une maîtrise en histoire et une maîtrise en muséologie de l'UQAM et il est l'auteur de plusieurs publications. Parmi elles, signalons Au Royaume du Saguenay et du Lac-Saint-Jean, une histoire à part entière, des origines à nos jours, Québec, Éditions Gid, 2013 (Prix littéraire Intérêt général, Salon du livre du Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2014), et les notices biographiques de Peter McLeod Jr., Joseph-Dominique Guay et M<sup>re</sup> Michel-Thomas Labrecque parues dans le Dictionnaire biographique du Canada. Ses travaux de recherche et ses champs d'intérêt portent sur la microhistoire et le patrimoine, en particulier l'histoire culturelle et l'histoire sociale de l'industrie au Saguenay–Lac-Saint-Jean.*



***Michèle Bélanger, membre du conseil d'administration, Association québécoise pour le patrimoine industriel***

*Candidate au doctorat en sciences géographiques à l'Université Laval, Michelle Bélanger poursuit actuellement des recherches sur le développement d'une nouvelle sensibilité paysagère envers les territoires miniers. Diplômée d'une maîtrise en histoire de l'art, elle a documenté dans son mémoire les diverses pratiques culturelles et sociales se déployant autour des vestiges industriels montréalais. Elle enseigne présentement au département de géographie de l'Université Laval et fait partie du conseil d'administration de l'Association québécoise pour le patrimoine industriel (AQPI).*

***Anne-Julie Néron, directrice générale, Odyssée des bâtisseurs***

*Anne-Julie Néron possède une maîtrise en histoire de l'Université du Québec à Montréal. Elle a travaillé comme consultante en histoire auprès de diverses organisations et comme chargée de projet au Centre d'histoire Sir-William-Price. Depuis 2014, elle est directrice générale de la Société d'histoire du Lac-Saint-Jean, qui met en valeur le patrimoine et le territoire par l'intégration de la muséologie, de l'archivistique et du patrimoine bâti, dans une perspective d'apprentissage collectif. Situé à Alma, l'organisme regroupe un Service d'archives et de généalogie, le Service d'aide-conseil en rénovation patrimoniale (SARP) et le service muséal et touristique l'Odyssée des Bâtisseurs.*

***Massimo Preite, Dipartimento di Urbanistica, Università di Firenze, Italia***

*Massimo Preite, membre du conseil d'administration du Comité International pour la Conservation du Patrimoine Industriel (TICCIH) et membre du conseil d'administration de la Route Européenne du Patrimoine Industriel (ERIH), est professeur d'urbanisme à l'Université de Florence et professeur de patrimoine industriel et de paysage au master Erasmus Mundus Techniques, Patrimoines, Territoires de l'Industrie : Histoire, Valorisation, Didactique (TPTI) auprès des universités d'Evora, Paris et Padoue.*

*Il a dirigé plusieurs projets de recherche sur la conservation et la reconversion du patrimoine industriel. Il est l'auteur de nombreuses publications, dont Da Miniera a Museo, il recupero dei siti minerari dismessi in Europa (2000), Paesaggi industriali del Novecento (2006), Masterplan, la valorizzazione del paesaggio minerario (2009) et Towards an European Heritage of Industry (2014).*

*Il a élaboré plusieurs projets pour le réaménagement du patrimoine minier et industriel dont : le Plan directeur du Parc national technologique et archéologique de Colline Métallifère, l'Étude de faisabilité pour le Musée du Fer et de l'Acier à Piombino et les plans de faisabilité économique et de gestion pour d'autres parcs miniers italiens. Il a collaboré, en tant que conseiller expert, aux candidatures au patrimoine mondial de l'UNESCO du Bassin Minier Nord-Pas de Calais, en France, et Tomioka Silk Mill, au Japon.*

*Il a coordonné les projets pilotes pour la valorisation du patrimoine culturel des villes de Herat (Afghanistan) et Mandalay (Myanmar) dans le cadre des plans stratégiques élaborés par le Département de Géographie de l'Université de Florence, en collaboration avec le Département pour la Coopération du Ministère italien des Affaires Étrangères.*

# Villes de compagnies du Saguenay–Lac-Saint-Jean

*Visite*

**17h00**

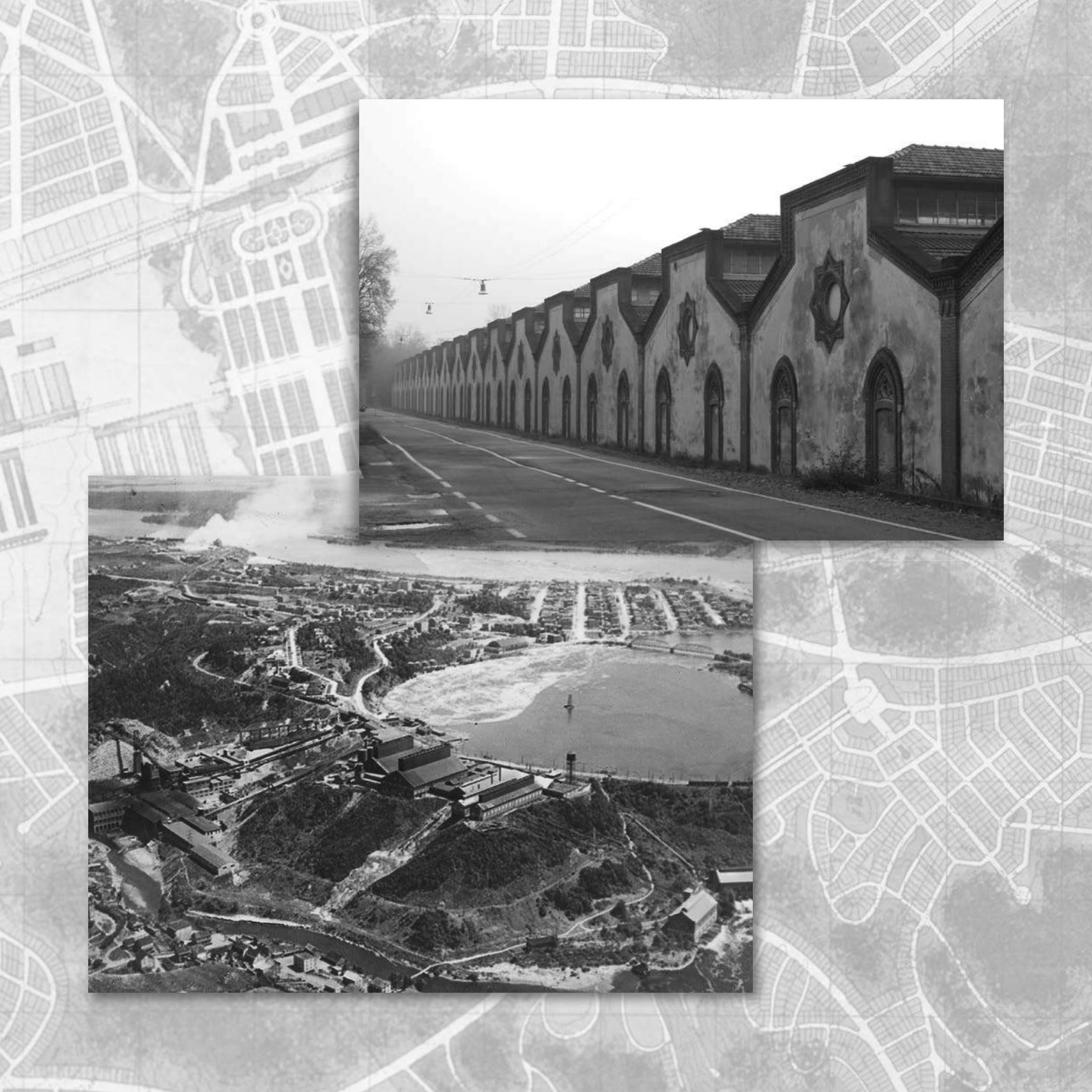
Visite en autobus guidée par l'historien Dany Côté.

Le nombre de places est limité et l'inscription est gratuite, mais obligatoire.

*Dany Côté, historien*

*Originaire de L'Ascension, au Lac-Saint-Jean, Dany Côté entreprend des études en Sciences de l'administration à l'Université du Québec à Chicoutimi. Puis, un voyage en Europe lui permet de trouver sa véritable voie : l'histoire. Travaillant comme pigiste, Dany Côté commence une maîtrise en Études régionales portant sur les villes érigées par les grandes compagnies au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Il publie son mémoire de maîtrise en 1994. Onze autres parutions suivront, ainsi que plusieurs articles et chroniques dans la revue Saguenayensia. Ses ouvrages lui vaudront plusieurs prix. Depuis plusieurs années, il s'intéresse à l'histoire de l'industrie, notamment l'aluminium et la forêt.*











**CHAIRE**

**de recherche du Canada  
en patrimoine urbain**

**ESG UQAM**

**PARVI**  
Groupe interuniversitaire de recherche  
sur les paysages de la représentation,  
la ville et les identités urbaines

**ARVIDA**  
CITÉ DE L'ALUMINIUM  
*Un patrimoine de classe mondiale*

La Ville de  
**Saguenay**  
*au service du citoyen*

**Promotion  
Saguenay**

**Aqpi**